

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

13 octobre 2017

PLF POUR 2018 - (N° 235)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

**AMENDEMENT**

N ° I-1256

présenté par

M. Charles de Courson, Mme Auconie, M. Becht, M. Benoit, M. Bournazel, Mme Brenier, M. Guy Bricout, M. Christophe, Mme de La Raudière, M. Demilly, Mme Descamps, M. Dunoyer, M. Favennec Becot, Mme Firmin Le Bodo, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Herth, M. Lagarde, M. Ledoux, M. Leroy, Mme Magnier, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, M. Pancher, M. Riester, Mme Sanquer, M. Solère, M. Vercamer et M. Philippe Vigier

-----

**ARTICLE 3**

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« IV. – Le Gouvernement remet chaque année au Parlement, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre, un rapport sur la mise en application progressive du dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale prévu au présent article ainsi que sur les possibilités de substitution d'une autre ressource fiscale. Ce rapport évalue notamment l'application de la compensation totale par l'État du dégrèvement de la taxe d'habitation pour les communes et établit un bilan sur l'autonomie financière des collectivités territoriales. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'article 3 instaure, à compter des impositions de 2018, un nouveau dégrèvement qui, s'ajoutant aux exonérations existantes, permettra à environ 80 % des foyers d'être dispensés du paiement de la taxe d'habitation au titre de leur résidence principale d'ici 2020. Cet objectif sera atteint de manière progressive sur 3 ans.

Cette réforme n'est pas sans poser de nombreuses questions, notamment à la lumière de l'exposé des motifs qui précise qu' « un mécanisme de limitation des hausses de taux décidées ultérieurement par les collectivités et de prise en charge de leurs conséquences, de manière à garantir un dégrèvement complet, en 2020, pour les foyers concernés, sera discuté dans le cadre de la conférence nationale des territoires ».

Aussi, cet amendement demande au Gouvernement de remettre chaque année au Parlement, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre, un rapport sur la mise en application progressive de cette réforme ainsi qu'un bilan sur l'autonomie financière des collectivités territoriales et sur les possibilités de substitution d'une autre ressource fiscale.